

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 27491 Numéro SIREN : 833 672 413 Nom ou dénomination : BIMPLI
--

Ce dépôt a été enregistré le 25/05/2022 sous le numéro de dépôt 53671

Bimpli

Société par actions simplifiée

110 Avenue de France,

75013 Paris

France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Bimpli

Société par actions simplifiée

110 Avenue de France,

75013 Paris

France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société Bimpli,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bimpli relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil de surveillance de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 10 mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 Charlotte Vandeputte

Charlotte VANDEPUTTE



COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Bilan du 31 décembre 2021

Note : La borne d'ouverture des états financiers 2021 est celle de Ecrinvest 26, société ayant absorbé par fusion au 31 décembre 2021 les entités Natixis Intertitres, Titres Cadeaux, AlterCE, Lakooz et par transmission universelle de patrimoine l'entité Jackpot-IO.

L'impact de ces opérations est détaillé aux chapitres 1.1 Evènements principaux de l'exercice et 2.1 Faits marquant le bilan au 31/12/2021.

BILAN - ACTIF					
(En euros)					
ACTIF	Référence notes principes comptables	31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. Dépréciat°	Net	
Capital souscrit non appelé					
ACTIF IMMOBILISE	NOTE 1				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		35 998 869	19 005 035	16 993 834	
Frais d'établissement					
Frais de développement		8 668 244	3 886 429	4 781 815	
Concessions, brevets et droits similaires		18 020 857	14 968 818	3 052 039	
Fonds commercial		745 377		745 377	
Autres immobilisations incorporelles		6 075	149 789	-143 714	
Immobilisations incorporelles en cours		1 884 252		1 884 252	
Avances et acomptes		6 674 065		6 674 065	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	NOTE 1	1 065 345	512 215	553 130	
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles		1 065 345	512 215	553 130	
Immobilisations corporelles en cours		0		0	
Avances et acomptes		0		0	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	NOTE 2	1 571 901	206 283	1 365 618	
Participations mises en équivalence					
Autres participations	NOTE 3	960 932	206 283	754 649	
Autres titres immobilisés					
Prêts		303 322		303 322	
Autres immobilisations financières		307 647		307 647	
TOTAL I		38 636 115	19 723 534	18 912 581	
ACTIF CIRCULANT					
STOCK ET EN COURS	NOTE 4	1 351 079		1 351 079	
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours productions de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises		1 351 079		1 351 079	
Avances et acomptes versés sur commandes		7 518 595		7 518 595	
CREANCES	NOTE 5	168 251 684	1 084 064	167 167 620	
Clients et comptes rattachés	NOTE 6	72 201 034	1 084 064	71 116 970	
Autres créances		96 050 650		96 050 650	
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités		919 447 954		919 447 954	22 341
Charges constatées d'avance	NOTE 7	1 218 826		1 218 826	
TOTAL II		1 097 788 139	1 084 064	1 096 704 075	22 341
TOTAL DE L'ACTIF.....		1 136 424 254	20 807 598	1 115 616 656	22 341

BILAN - PASSIF

(En euros)

PASSIF	Références notes principes comptables	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES			
Capital	NOTE 8	1 002 700	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		0	
Ecart de réévaluation			
RESERVES			
Réserve légale		-0	
Reserves statutaires ou contractuelles			
Reserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		-1 184 288	-13 238
Résultat en instance (en cours d'affectation)			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		6 852 987	-5 112
Subventions d'investissement		2 802	
Provisions réglementées			
TOTAL I	NOTE 9	6 674 201	18 651
PROVISIONS	NOTE 10		
Provisions pour risques		1 433 824	
Provisions pour charges		2 866 002	
TOTAL II		4 299 826	
DETTES	NOTE 5		
DETTES FINANCIERES			
Emprunts auprès d'établissements de crédit		556 577 521	
Concours bancaires courants			
Emprunts et dettes financières diverses		90 593	
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	NOTE 6	31 938 979	3 690
Dettes fiscales et sociales		12 125 218	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		989 178	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		478 113 391	
Produits constatés d'avance	NOTE 7	24 807 750	
TOTAL III		1 104 642 629	3 690
TOTAL DU PASSIF.....		1 115 616 656	22 341

Compte de résultat du 31 décembre 2021

COMPTE DE RESULTAT

(En euros)

RESULTAT	Référence notes principes comptables	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		86 279 498	
Ventes de marchandises		0	
Production vendue de biens		0	
Production vendue de services		70 096 202	
Production stockée			
Production immobilisée		5 390 945	
Subventions d'exploitation		0	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		167 508	
Autres produits		10 624 843	
CHARGES D'EXPLOITATION		74 964 977	5 112
Autres achats et charges externes		56 957 181	5 112
Impôts, Taxes et versements assimilés		736 324	
Salaires et traitements		8 816 684	
Charges sociales		5 898 623	
Dotations aux amortissements et dépréciations			
Dotations aux amortissements sur immobilisations		1 830 639	
Dotations aux provisions sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur actif circulant		8 167	
Dotations aux provisions pour risques et charges		504 656	
Autres charges		212 703	
RESULTAT D'EXPLOITATION		11 314 521	-5 112
PRODUITS FINANCIERS		2 103 807	
Produits financiers de participations			
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		2 103 807	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements			
CHARGES FINANCIERES		2 170 031	
Dotations financières aux amortissements et provisions		9 500	
Intérêts et charges assimilées		2 160 259	
Différences négatives de change		272	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
RESULTAT FINANCIER		-66 224	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT.....		11 248 297	-5 112
PRODUITS EXCEPTIONNELS		1 016 402	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opération en capital		0	
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 016 402	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 777 413	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 212 997	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		55 306	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		509 110	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-761 011	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		592 134	
Impôts sur les bénéfices	NOTE 12	3 042 165	
RESULTAT NET.....	NOTE 11	6 852 987	-5 112



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT ARRETES AU 31 DECEMBRE 2021

1. Faits caractéristiques de l'exercice

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Le total du bilan avant répartition de l'exercice s'établit à 1.115.616.656,06 euros.

Le compte de résultat de l'exercice présenté en liste, fait ressortir un chiffre d'affaires de 70.096.202,02 euros et un bénéfice net de 6.852.986,92 euros.

1.1 Evénements principaux

Dans le cadre de la réorganisation interne du pôle Paiements du groupe Natixis, et afin de rationaliser et de simplifier le groupe de sociétés détenues par la société Natixis Payment Holding (société par actions simplifiée identifiée sous le numéro 823 867 403 RCS Paris), les opérations suivantes ont été réalisées :

- **Acquisition des titres de Ecrinvest 26 par NPH** le 1er janvier 2021 ;
- **Achats de 100% des titres de JACKPOT-IO**, société par actions simplifiée au capital de 33.134 euros, dont le siège social est situé au 229 rue Solferino, 59000 Lille, identifiée au registre du commerce et des sociétés de Lille sous le n° 828 708 479 par Ecrinvest 26 le 15 février 2021 ;
- **Transmission universelle de patrimoine de Jackpot à Ecrinvest 26** au 31 décembre 2021 ; Cette TUP conduit à la comptabilisation, en fonds commercial, d'un mali de 745.377,08 € ;
- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Natixis Intertitres**, société anonyme au capital social de 380.800 euros, dont le siège social est situé 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris (France), identifiée sous le numéro unique d'identification 718 503 386 RCS Paris.

Natixis Intertitres et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de 9.171.275,00 € ;

- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Titres-Cadeaux**, société par actions simplifiée au capital social de 300.000 euros, dont le siège social est situé 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, identifiée sous le numéro unique d'identification 445 061 351 RCS Paris.

Titres-Cadeaux et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de 907.187,68 € ;

- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Alter CE**, société par actions simplifiée au capital social de 38.342,60 euros, dont le siège social est situé 119, rue de Paris, 92100 Boulogne-Billancourt, identifiée sous le numéro unique d'identification 505 006 767 RCS Nanterre.

Alter CE et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de -7.436.545,89 € ;

- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Lakooz**, société par actions simplifiée au capital social de 281.751 euros, dont le siège social est situé 35, rue de Rome, 75008 Paris, identifiée sous le numéro unique d'identification 533 303 400 RCS Paris.

Lakooz et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de 46.344,33 €

- **Changement de dénomination de Ecrinvest 26 pour BIMPLI.**

Malgré l'épidémie de coronavirus et les mesures de confinement décidées par le gouvernement à compter du 17 mars 2020, la société s'est trouvée globalement peu impactée et a poursuivi son activité.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, correspondant au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires provenant des ventes de l'ensemble des produits est constaté à l'émission de la facturation du client.

Il est cependant à noter un changement de méthode pour la comptabilisation des abonnements à la plateforme AlterCE (Comitéo) :

Les principes suivants étaient appliqués pour la comptabilisation du chiffre d'affaires généré sur les abonnements plateforme :

- Dans les comptes sociaux : A la souscription d'un nouveau contrat, le chiffre d'affaires était comptabilisé dans un compte de prestation de services au titre de l'abonnement, ensuite il était retraité comme suit :
 - o Prise en résultat immédiate de 50% sur chiffre d'affaires afférent, représentant les frais de set up;
 - o Etalement linéaire du solde (soit 50% du montant du contrat) sur la durée de vie du contrat, en mouvementant des comptes de produits constatés d'avance.

Au renouvellement d'un contrat, le montant facturé est étalé sur la durée de du contrat, en utilisant un compte de produit constaté d'avance.

- Dans les comptes IFRS : La totalité du montant facturé est enregistrée de façon linéaire sur la durée de vie du contrat.

A ce jour, deux méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires sont acceptables :

- Linéariser le chiffre d'affaires sur la durée de vie du contrat ;
- Comptabiliser un pourcentage de chiffre d'affaires au début du contrat et le reste sur la durée résiduelle du contrat.

BIMPLI a aligné en 2021 le traitement comptable en normes françaises et IFRS ce qui permet de communiquer une information financière plus pertinente :

- BIMPLI adopte les méthodes comptables les plus généralement retenues dans le secteur d'activité concerné.
- BIMPLI harmonise les méthodes comptables retenues dans ses comptes individuels et les méthodes comptables retenues dans ses comptes consolidés (la réduction des divergences entre les principes retenus dans les comptes du groupe et dans les comptes individuels conduisant à une meilleure information) ;
- BIMPLI adapte ses méthodes comptables aux nouveaux modes de suivi interne de gestion de la performance ou du patrimoine mis en place afin de répondre à l'évolution de son activité.

Ce changement de méthode se traduit par la correction du stock de PCA au 01/01/2021 d'un montant de 5 531K€ en contrepartie du compte de report à nouveau.

1.3 Evènements postérieurs à la clôture

Fin février 2022, la Fédération de Russie a lancé une action militaire d'envergure en Ukraine. Alors que l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, la réaction occidentale a été forte. De manière concertée, l'Union européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres états ont adopté une série de sanctions inédites, prévoyant notamment le gel des avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe, l'exclusion de banques russes de SWIFT, de multiples groupes occidentaux annonçant par ailleurs leur désengagement de la Fédération de Russie.

Même si le sujet essentiel de l'énergie et du gaz naturel demeure pour l'instant hors champ des mesures prises de part et d'autre, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont annoncé leur intention d'interdire l'importation de pétrole et de gaz russe. Par ailleurs, de nouvelles mesures et sanctions économiques pourraient être adoptées, notamment par l'Union européenne et les Etats-Unis, et des mesures et sanctions économiques en représailles pourraient être adoptées par la Fédération de Russie. Ce conflit pourrait avoir des conséquences majeures sur l'économie russe mais aussi pour les économies occidentales et plus généralement sur l'économie mondiale. Le risque de défaut de paiement sur la dette russe, la montée de l'inflation et la perte de pouvoir d'achat pour la population en Russie sont conséquents. Une remise en cause des perspectives de croissance et une pression inflationniste accrue ne peuvent être écartées tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

Par ailleurs, un risque lié à des mesures d'expropriation que pourraient prendre les autorités russes vis-à-vis des sociétés étrangères, en représailles des sanctions occidentales, est évoqué.

Au 31 décembre 2021, la société BIMPLI ne détient aucune exposition sur des contreparties russes, ukrainiennes ou biélorusses.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Faits marquants

Tel que décrit au chapitre 1.1 ci-dessus, le bilan de BIMPLI au 31/12/2021 est issu :

- de la fusion à cette date dans Ecrinvest26 des entités Natixis Intertitres (NIT), Titres Cadeaux (TC), AlterCE et Lakooz,
- et de la transmission universelle de patrimoine (TUP) à cette même date de la société Jackpot-IO,

selon les dates d'effet comptable synthétisées ci-après :

Type d'opération	Fusion	Fusion	Fusion	Fusion	N/A	TUP
Entités	NIT	TC	AlterCE	Lakooz	E26	Jackpot
						
Date de réalisation	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2021	03/01/2021*	31/12/2021
Date d'effet comptable	01/01/2021	01/01/2021	31/12/2021	31/12/2021	N/A	31/12/2021
Date d'effet fiscal	01/01/2021	01/01/2021	31/12/2021	31/12/2021	N/A	01/01/2021
Intégration fiscale	Oui	Oui	Non	Non (sortie 01/01/2021)	Oui	Non

* Date d'acquisition

Ces opérations ont eu des effets sur :

- la Situation Nette de BIMPLI
- le Fonds Commercial de BIMPLI (mali de TUP)

Ces effets sont synthétisés ci-dessous :

EFFETS DE LA FUSION SUR LA SITUATION NETTE DE BIMPLI

BIMPLI	SITUATION NETTE AU 31/12/2020	SITUATION NETTE APPORTÉE LORS DE LA FUSION (*)	EFFETS DE LA TUP (Subv° equipt Jackpot)	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	AUGMENTATION DE CAPITAL	SITUATION NETTE AU 31/12/2021
ECRINVEST26=>BIMPLI	18 651	2 688 261	2 802	6 852 987	-3 854 200	965 700	6 674 201
Dont E26	18 651			-671 734		965 700	312 617
Dont Natixis Intertitres		9 171 275		3 378 501	-3 379 600		9 170 176
Dont Titres Cadeaux		907 188		4 146 219	-474 600		4 578 807
Dont AlterCE		-7 436 546					-7 436 546
Dont Lakooz		46 344					46 344
Dont Jackpot			2 802				2 802
TOTAL BIMPLI	18 651	2 688 261	2 802	6 852 987	-3 854 200	965 700	6 674 201

(*) SOCIETES FUSIONNEES	SITUATION NETTE AU 31/12/2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 (non-rétroactivité)	HARMONISATION RECONNAISSANCE REVENUS	SITUATION NETTE APPORTÉE LORS DE LA FUSION (*)
NATIXIS INTERTITRES	9 171 275			9 171 275
TITRES CADEAUX	907 188			907 188
ALTERCE	1 691 400	-3 596 605	-5 531 342	-7 436 546
LAKOOZ	2 370 351	-2 324 007		46 344
TOTAL SOCIETES FUSIONNEES	14 140 214	-5 920 612		2 688 261

EFFETS DE LA TUP JACKPOT SUR L'ACTIF DE BIMPLI

BIMPLI	SITUATION AU 31/12/2020	ACQUISITION DES TITRES JACKPOT	EFFETS DE LA TUP (**)	FONDS COMMERCIAL AU 31/12/2021
BIMPLI	0	900 000	-154 623	745 377
TOTAL BIMPLI	0	900 000	-154 623	745 377

(**) SITUATION NETTE DE JACKPOT	SITUATION NETTE AU 31/12/2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 (non-rétroactivité)	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	SUBV° EQUIPEMENT	EFFETS DE LA TUP
JACKPOT	130 378	80 062	-53 015	-2 802	154 623
TOTAL JACKPOT	130 378	80 062	-53 015	-2 802	154 623

2.2 Composition du capital social

Le capital social est fixé à 1.002.700 euros, divisé en 3.700 actions de 271 euros chacune, entièrement libérées.

2.3 Evaluation des immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les logiciels métiers créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui regroupe des dépenses de prestataires externes et des frais liés au personnel directement affecté à leur développement.

Pendant la phase de développement ces dépenses sont enregistrées au compte immobilisations en cours, elles sont transférées dans le compte d'immobilisations à amortir dès que le projet est mis en service.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation dans l'entreprise.

2.4 Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

2.5 Evaluation des amortissements

Pour amortir leurs immobilisations non décomposées, les entreprises doivent retenir, sur le plan comptable, leurs durées propres d'utilisation telles qu'elles sont déterminées par l'entreprise (PCG art. 214-13).

Bimpli détermine les taux et les durées d'amortissement en tenant compte, notamment :

- De l'obsolescence de certaines immobilisations ;
- Des caractéristiques propres à Bimpli reflétant l'utilisation réelle de l'immobilisation.

Pour Bimpli, les amortissements sont calculés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie probable des actifs concernés :

Nature immobilisations	Durées d'amortissement	Commentaires
Concessions et site internet	3 ans	
Logiciels et programmes informatiques	3 à 10 ans	
Matériel de bureau et informatique	3 ans	
Frais de développement de projets à usage interne	3 à 5 ans	5 ans pour les activités web de BIMPLI (édition d'une plateforme web) 3 ans pour les autres frais de développement de projets à usage interne
Mobilier	7 ans	
Logiciel et licence	3 à 7 ans	Licence : Amortissement sur 3 ans Logiciel développé en interne : Amortissement entre 3 à 7 ans en fonction des logiciels validé en comité.
Agencements installations	10 ans	

Le montant amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle. L'amortissement d'un actif commence à la date de début de consommation des avantages économiques qui lui sont attachés. Cette date correspond généralement à la mise en service de l'actif. (Art 214-12).

A la clôture de l'exercice, une dotation aux amortissements est comptabilisée conformément au plan d'amortissement pour chaque actif amortissable même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice (Art 214-11).

Les développements informatiques doivent être amortis dès qu'ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire lorsqu'ils sont en état de fonctionner conformément aux attentes de la direction (IAS 38.97). En pratique, cette date correspond à la date de clôture du projet, c'est-à-dire après l'achèvement de la période de garantie.

Cette durée d'amortissement est réexaminée au moins à la clôture de chaque exercice.

2.6 Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au prix auquel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres est estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

2.7 Dépréciation des titres immobilisés

Les titres immobilisés sont dépréciés par voie de provision pour tenir compte du cours moyen du dernier mois de l'exercice pour les titres cotés, et de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice pour les titres non-cotés.

2.8 Valorisation des stocks

Les stocks de Bimpli concernent uniquement les produits vendus sur la marketplace. Ils sont composés de billets, chèques cadeaux, coupons de réduction, bons d'achat d'enseignes, etc.

Ces stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition, sur la base d'inventaires mensuels (stock physique et stock dématérialisé), excluant les produits dégradés ou périmés. Il n'y a donc pas lieu de constater une dépréciation comptable de ces stocks.

2.9 Evaluation des créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession la valeur des titres est estimée selon la méthode FIFO.

2.11 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires pour éteindre l'obligation.

2.12 Evaluation des passifs sociaux

Les passifs sociaux comprennent les indemnités de fin de carrière (IFC) et les médailles du travail (MDT).

La méthode d'évaluation actuarielle utilisée pour l'ensemble des métiers de Natixis est celle recommandée par la norme IAS 19 avantage du personnel, à savoir la méthode des unités de crédit projetées.

L'application de cette méthode est basée sur l'étalement linéaire des droits entre l'entrée du bénéficiaire dans l'entreprise et le versement de la prestation.

Principales hypothèses retenues :

- Année de référence des salaires : 2021
- Taux annuel d'actualisation : 1,00% pour les IFC et 0,80% pour les MT
- Taux de croissance annuel des salaires : 2,68% pour l'ensemble des salariés.

2.13 Effectif moyen

	Entité fusionnée	Exercice 2021	Exercice 2020
Cadres	Natixis Intertitres		48,3
	Titres Cadeaux		14,8
	AlterCE		37,3
	Lakooz		22,2
	Jackpot		1,0
	BIMPLI	144,1	

	Entité fusionnée	Exercice 2021	Exercice 2020
Employés et Contrats de professionnalisation	Natixis Intertitres		64,4
	Titres Cadeaux		4,1
	AlterCE		114,8
	Lakooz		15,1
	Jackpot		0
	BIMPLI	196,8	

2.14 Rémunération des administrateurs

La rémunération allouée aux administrateurs au titre de leur présence au conseil d'administration (Natixis Intertitres) a été répartie entre les membres du conseil d'administration selon les règles de gouvernance en vigueur au sein du Groupe BPCE.

Il est précisé que les administrateurs ont perçu globalement la somme de 12.600€ (avant retenues fiscales) au titre de leur présence aux séances du conseil d'administration de Natixis Intertitres pour l'année 2021.

2.15 Honoraires des Commissaires Aux Comptes

Les honoraires de Commissaires Aux Comptes s'élèvent à 141.000 euros hors taxes pour l'exercice 2021.

3 Notes sur les postes de bilan

NOTE 1. ACTIF - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(En euros)

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Incorporelles	1 884 252	
Corporelles	0	
TOTAL IMMOBILISATIONS EN COURS	1 884 252	
Frais d'établissement		
Frais de développement	8 668 244	
Concessions, brevets et droits similaires	18 020 857	
Fonds commercial	745 377	
Autres immobilisations incorporelles	6 075	
Avances et acomptes	6 674 065	
Amort./ Immob. Incorporelles	-19 005 035	
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	15 109 582	
Terrains		
Constructions		
Installations techniques, matériel et outillage		
Autres immobilisations corporelles	1 065 345	
Avances et acomptes	0	
Amort./ Immob. Corporelles	-512 215	
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	553 130	

VARIATION DES VALEURS BRUTES	Valeurs brutes début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, créations, virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement			6 933 540
Frais de développement			20 344 104
Concessions, brevets et droits similaires			745 377
Fonds commercial			50 278
Autres immobilisations incorporelles			6 674 065
Avances et acomptes			3 608 193
Immobilisations en cours			
TOTAL immobilisations incorporelles :			38 355 555
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			1 120
Constructions			2 671 049
Installations techniques, matériel et outillage			
Autres immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			1 735 332
Immobilisations en cours			
TOTAL immobilisations corporelles :			4 407 501
TOTAL DES VALEURS BRUTES			42 763 056

VARIATION DES VALEURS BRUTES	Variations par virement poste à poste	Diminutions par cessions mises hors service	Valeurs brutes fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement			8 668 244	
Frais de développement	1 734 704		18 020 857	
Concessions, brevets et droits similaires	1 560 049	-3 883 296	745 377	
Fonds commercial			6 075	
Autres immobilisations incorporelles		-44 203	6 674 065	
Avances et acomptes			1 884 252	
Immobilisations en cours	-1 565 580	-158 360		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 729 172	-4 085 859	35 998 869	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage		-1 120	1 065 345	
Autres immobilisations corporelles		-1 605 704		
Avances et acomptes			0	
Immobilisations en cours	-1 734 704	-628		
TOTAL immobilisations corporelles :	-1 734 704	-1 607 452	1 065 345	
TOTAL DES VALEURS BRUTES	-5 532	-5 693 310	37 064 214	

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	Valeurs des amortissements début d'exercice	Diminutions par cessions mises hors service	Augmentations de l'exercice	Valeurs des amortissements fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement			3 886 429	3 886 429
Frais de développement			18 529 335	14 968 818
Concessions, brevets et droits similaires		-3 560 518		
Fonds commercial			330 751	149 789
Autres immobilisations incorporelles		-180 962		
Avances et acomptes				
Immobilisations en cours				
TOTAL immobilisations incorporelles :		-3 741 480	22 746 515	19 005 035
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage		-1 120	1 120	
Autres immobilisations corporelles		-1 510 782	2 022 998	512 215
Avances et acomptes				
Immobilisations en cours				
TOTAL immobilisations corporelles :		-1 511 902	2 024 118	512 215
TOTAL DES AMORTISSEMENTS		-5 253 382	24 770 632	19 517 251

NOTE 2. ACTIF - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(En euros)

VARIATION DES VALEURS BRUTES	Valeurs brutes début d'exercice	Cessions de l'exercice	Acquisitions, apport de l'exercice	Valeurs brutes fin d'exercice
Participations				
Autres participations			960 932	960 932
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts			303 322	303 322
Autres immobilisations financières		-15 860	323 507	307 647
TOTAL DES VALEURS BRUTES		-15 860	1 587 761	1 571 901

(En euros)

VARIATION DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Provisions début d'exercice	Diminutions de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Provisions fin d'exercice
Participations				
Autres participations			206 283	206 283
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES PROVISIONS			206 283	206 283

NOTE 3. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS
En C

A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations	Informations financières									
	Capital	Capitaux propres autres que le capital (*)	Quote part du capital détenu	Nb de titres détenus	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties et non remboursées	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos (*)	Résultat	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
					Brute	Nette				
Filiales (détenues à + de 50%)										
CHEQUE DE MESA Paseo de la Castellana 28048 Madrid	240 405	Non disponible à ce jour	100,00%	4 000	246 876	40 593		Non disponible à ce jour	Non disponible à ce jour	
Participations (détenues entre 10% et 50%)										
CONES SAS 67, avenue du Maréchal Joffre 92000 Nanterre	2 500 000	532 831	25,00%	625 000	625 000	625 000		7 107 200	307 785	
CRT Services (ex SAS S.S.I.M) 155, avenue Gallieni 93170 Bagnolet	40 080	1 369 220	25,00%	501	19 056	19 056		7 489 070	176 474	
GIE CRCESU 155, avenue Gallieni 93170 Bagnolet	350 000	0	20,00%	70	70 000	70 000		2 461 071	0	

(*) Les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021 n'ayant pas été publié à ce jour, les données au 31/12/2020 sont indiquées ici

B - Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Informations financières									
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu		Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties et non remboursées	Chiffre d'affaires HT	Résultat	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
					Brute	Nette				
Filiales non reprises en A										
Françaises										
Etrangères										
Participations non reprises en A										
Françaises										
Etrangères										

NOTE 4. VARIATION DES STOCKS ET DES EN-COURS

RUBRIQUE	Au début de l'exercice	Fusion	Variation des stocks		A la fin de l'exercice
			Augmentations	Diminutions	
(En euros)					31/12/2021
VALEURS BRUTES				-15 187	1 351 079
Marchandises		1 366 266		-15 187	1 351 079
TOTAL BRUT				-15 187	1 351 079
PROVISIONS					0
Marchandises		0			0
TOTAL PROVISIONS					0

NOTE 5. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

ACTIF	Montant Brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
<i>(En euros)</i>		31/12/2021	
ACTIF IMMOBILISE	610 969	27 461	583 508
Prêts	303 322	27 461	275 861
Autres immobilisations financières	307 647		307 647
ACTIF CIRCULANT	178 340 184	177 084 874	1 255 311
Avances et acomptes versés sur commande	7 518 595	7 518 595	
Stocks et en-cours	1 351 079	1 351 079	
Clients douteux ou litigieux	1 263 798	8 488	1 255 311
Autres créances clients	70 937 235	70 937 235	
Personnel et comptes rattachés	30 679	30 679	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	107 525	107 525	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	4 661 907	4 661 907	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	111 602	111 602	
Groupe et associés	602	602	
Débiteurs divers	89 556 856	89 556 856	
Compte d'attente	1 581 480	1 581 480	
Charges constatées d'avance	1 218 826	1 218 826	
TOTAL ACTIF	178 951 153	177 112 335	1 838 819

PASSIF	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
DETTE FINANCIERES	556 668 114	556 234 731	433 382	
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires convertibles				
Auprès des établissements de crédit :	556 577 521	556 217 521	360 000	
- à 1 an maximum à l'origine	555 947 521	555 947 521		
- à plus d'1 an à l'origine	630 000	270 000	360 000	
Emprunts et dettes financières divers	90 593	17 210	73 382	
DETTE D'EXPLOITATION	547 974 515	547 974 515		
Fournisseurs et comptes rattachés	31 938 979	31 938 979		
Personnel et comptes rattachés	3 538 361	3 538 361		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 730 880	1 730 880		
Impôts sur les bénéfices	1 148 284	1 148 284		
Taxe sur la valeur ajoutée	5 549 368	5 549 368		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	158 325	158 325		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	2 295 679	2 295 679		
Autres dettes	476 806 889	476 806 889		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	24 807 750	24 807 750		
TOTAL PASSIF	1 104 642 629	1 104 209 247	433 382	

NOTE 6. PRODUITS A RECEVOIR / CHARGES A PAYER

PRODUITS A RECEVOIR	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	2 995 494
ORGANISM. SOC. PROD A RECEVOIR (dont IJSS)	31 121
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	3 026 615
CHARGES A PAYER	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES	25 825 909
PROV INTERESSEMENT A PAYER	932 256
PROV. PARTICIPATION	661 648
PROV. CONGES PAYES BRUT	1 161 682
PROV. CONGES PAYES CHARGES SOCIALES	564 347
PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER	321 353
PROV PRIMES GRATIF BRUT	284 649
PROV. RTT BRUT	161 261
ORGANISM. SOC. AUTRES CHARG A PAYER	143 325
PROV. PRIMES GRATIF CHARGES SOCIALES	126 203
PROV. RTT CHARGES SOCIALES	88 775
ETAT - CVAE	64 402
ETAT - CHARGES A PAYER	51 989
EFFORT A LA CONSTRUCTION	27 461
TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER	15 093
PROV. FORFAIT SOCIAL PARTICIPATION	14 967
FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE A PAYER	9 491
ETAT - CET	3 569
INTERETS COURUS PARTICIPATION SALARIES	1 607
INTERETS COURUS EMPRUNTS	208
TOTAL CHARGES A PAYER	30 460 194

NOTE 7. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
Charges d'exploitation constatées d'avance (factures fournisseurs)	1 218 826
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 218 826
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
Produits d'exploitation constatés d'avance (CA sur contrats pluri-annuels)	16 132 628
Produits d'exploitation constatés d'avance (Cartes-Cadeaux non encore consommées)	8 675 121
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	24 807 750

NOTE 8. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

CATEGORIE DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
<i>(En euros)</i>		
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	3 700	10,00
Détenues par :		
Natixis	3 699	10,00
Cyril Schwartz	1	10,00
2 - Mouvements d'Actions ou parts sociales pendant l'exercice	0	10,00
Détenues par :		
Natixis	-3 699	10,00
Cyril Schwartz	-1	10,00
NATIXIS PAYMENT HOLDING	3 700	10,00
3 - Augmentation du nominal pendant l'exercice	3 700	261,00
Détenues par :		
NATIXIS PAYMENT HOLDING	3 700	261,00
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	3 700	271,00
Détenues par :		
NATIXIS PAYMENT HOLDING	3 700	271,00

NOTE 9. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Situation début d'exercice	Affectation du résultat			Effet de la fusion + TUP	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	Situation fin d'exercice
		Report à nouveau	Réserve légale	Dividendes				
(En euros)								
Capital	37 000					965 700		1 002 700
Primes d'émission, fusion, apport								
Réserve légale								
Autres réserves								
Report à nouveau	-13 238	-5 112		-3 854 200	2 688 261			-1 184 288
Subventions d'investissement					2 802			2 802
Total Capitaux propres	23 762	-5 112		-3 854 200	2 691 063	965 700		-178 786
Résultat	-5 112	5 112					6 852 987	6 852 987
Capitaux propres avant affectation	18 651			-3 854 200	2 691 063	965 700	6 852 987	6 674 201

NOTE 10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(En euros)					
Rubrique	Montant début d'exercice	Effet de la fusion + TUP	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Rubrique	Montant début d'exercice	Effet de la fusion + TUP	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges prudhommaux		195 587	192 822	-212 159	176 250
Provisions pour litiges commerciaux					
Provisions pour pensions et obligations		737 073	390 978	-46 415	1 081 636
Provisions pour médaille du travail		506 552	454 985	-3 704	957 834
Provisions pour charges de personnel (CET)		519 643	275 611		795 254
Provisions pour impôts		1 710 731		-1 710 731	
Autres prov. pour risques et charges		1 801 480	503 775	-1 016 402	1 288 853
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		5 471 066	1 818 171	-2 989 411	4 299 826
Rubrique	Montant début d'exercice	Effet de la fusion + TUP	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Prov. sur immo. titres de participation		196 782	9 501		206 283
Provisions sur stocks et en cours					
Provisions sur comptes clients		908 925	175 139		1 084 064
Autres provisions pour dépréciation					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		1 105 707	184 640		1 290 347
TOTAL PROVISIONS		6 576 773	2 002 810	-2 989 411	5 590 173

La provision pour charges exceptionnelles indiquée en « autres provisions pour risques et charges » est destinée à couvrir le risque financier représenté par des vols de titres survenus en 2021. Elle représente 70% de la valeur faciale des titres compte tenu des taux normalement observés de présentation des titres volés.

4 Éléments concernant les entreprises liées et les participations

Les montants, issus du système de consolidation statutaire du Groupe, sont exprimés arrondis au millier d'euros.

Postes du bilan et du résultat	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
BILAN ACTIF		
Participations	961 000	
Provision pour dépréciation des titres	206 000	
Prêts		
Créances clients et comptes rattachés	181 000	8 000
Autres débiteurs divers		
Disponibilités	913 230 000	
BILAN PASSIF		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 986 000	879 000
Dettes financières	501 268 000	
Dettes d'intégration fiscale	1 148 000	
Autres dettes	8 180 000	32 000
RESULTAT - PRODUITS		
Production vendue de services	815 000	1 940 000
Produits financiers	186 000	
RESULTAT - CHARGES		
Autres achats et charges externes	8 678 000	5 036 000
Charges financières	586 000	7 000

5 Complément d'informations sur le compte de résultat

NOTE 11. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

(En euros)

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité	31/12/2021	31/12/2020
Emission de Titres restaurant / CESU / CIS	60 722 613	
Emission de Titres cadeaux	9 373 589	
Total	70 096 202	

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur géographique	31/12/2021	31/12/2020
France	69 125 098	
Outremer	805 899	
CEE/Export	165 205	
Total	70 096 202	

Production immobilisée	31/12/2021	31/12/2020
Charges informatiques	5 390 945	
Total	5 390 945	

Autres produits d'exploitation	31/12/2021	31/12/2020
Produits générés par les titres perdus, périmés - Activité Titres Restaurant	2 103 739	
Produits générés par les titres perdus, périmés - Activité Titres Cadeaux	4 018 487	
Produits générés par les frais d'inactivité - Activité Titres Cadeaux	4 432 374	
Autres produits divers de gestion	70 243	
Transferts de charges - avantages en nature	161 974	
Transferts de charges - divers	1 609	
Reprises de provisions d'exploitation	3 925	
Total	10 792 351	

Autres achats et charges externes	31/12/2021	31/12/2020
Frais de gestion des commandes et expéditions	8 668 824	
Frais de traitement des titres	7 791 868	
Sous-traitance informatique	7 936 177	
Rétrocession commissions apporteurs d'affaires	6 828 341	
Coût de production des titres	4 896 024	
Frais d'exploitation informatique/téléphonique Groupe	3 517 774	
Remises sur ventes	3 191 317	
Frais d'honoraires et de conseils	3 062 729	
Prestations de services hors informatique	2 512 616	
Prestations Groupe (frais de siège)	2 476 001	
Communication et publicité	1 849 383	
Charges locatives	1 400 306	
Frais de call center	1 078 670	
Personnel mis à disposition par le Groupe	560 278	
Moyens logistiques	419 126	
Frais de déplacement	370 163	
Honoraires Commissaires aux Comptes	172 302	2 480
Frais de destruction des titres	140 500	
Frais de formation	127 314	
Autres produits et charges	-42 532	2 632
Total	56 957 181	5 112

Produits et charges exceptionnels	31/12/2021	31/12/2020
Charges exceptionnelles :	1 777 413	
Pertes sur fraudes et vols de titres	1 188 387	
Dotations provisions exceptionnelles pour pertes sur fraudes/vols de titres	509 110	
Valeur nette des actifs cédés	55 306	
Pénalités et amendes	11 632	
Dons et libéralités	6 810	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 168	
Produits exceptionnels :	1 016 402	
Reprises de provisions exceptionnelles pour pertes sur fraudes/vols de titres	1 016 402	
Total Résultat exceptionnel	-761 011	

NOTE 12. IMPOT COURANT ET DIFFERE

(En euros)

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Base d'imposition	Impôt
Résultat courant	9 895 152	3 289 148
Résultat exceptionnel (hors participation)	-761 011	-246 983
Résultat comptable (hors participation)	9 373 589	3 042 165
Résultat fiscal	11 255 585	3 042 165

Accroissements et allègements dette future d'impôt	Base d'imposition	Impôt à 26,5%
Allègements :		
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation		
Engagements de retraite	133 349	-35 338
Participation des salariés	478 314	-126 753
Provision pour parts variables	1 279 355	-339 029
Provision pour contribution au Schéma Directeur Immobilier Natixis	51 500	-13 648
Provision pour dépréciation des titres MESA	9 500	-2 518
Accroissements :		
Non applicable		
Total	1 952 019	-517 285

BIMPLI

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.002.700 euros
Siège Social : 110 avenue de France – 75013 Paris
833 672 413 RCS PARIS

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE EN DATE DU 17 MAI 2022

Le dix-sept mai deux mille vingt-deux, à 10 heures 30,

BPH, société par actions simplifiée au capital social de 111.571.366,90 euros, dont le siège social est situé 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 823 867 403 RCS Paris, représentée par Monsieur Pierre-Antoine Vacheron, dûment habilité aux fins des présentes,

agissant en qualité d'associée unique (l'« **Associée Unique** ») de la société **BIMPLI**, société par actions simplifiée au capital de 1.002.700 euros, dont le siège social est situé 110, avenue de France, 75013 Paris, identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 833 672 413 RCS Paris (la « **Société** »),

sur convocation faite par courrier électronique adressé le 2 mai 2022,

- **DELIBERE SUR L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :**

[...]

3. Examen et Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
4. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
6. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

[...]

[...]

- **DECIDE :**

PREMIERE DECISION

L'associée unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président et du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport, faisant apparaître un bénéfice de 6 852 986,92 euros.

L'associée unique prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

DEUXIEME DECISION

L'associée unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président, constate l'existence d'un bénéfice distribuable de 6 852 986,92 € composé de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	6 852 986,92 €
Report à nouveau	- 1 184 287,97 €
Total distribuable	5 668 698,95 €
Affectation	
Réserve Légale	100 270,00 €
Autres réserves	2 567 728,95 €
Dividendes (811,00 € par action)	3 000 700,00 €
Report à nouveau	0,00 €
Total	5 668 698,95 €

Elle fixe en conséquence le dividende à 811,00 € pour chacune des 3 700 actions qui composent le capital social. Ce dividende, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3.2° du Code général des impôts, sera mis en paiement à compter du 17 mai 2022.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associée unique prend acte que la société n'a versé aucun dividende au titre des trois derniers exercices.

[...]

QUATRIEME DECISION

L'associée unique donne tous pouvoirs :

- à la société LEXTENSO EDITIONS, La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre), agissant sous le nom commercial ODAL ;
- ou à la société Journal Spécial des Sociétés, 8 rue Saint Augustin 75002 Paris (552 074 627 RCS Paris) ;

à l'effet d'accomplir toute formalité de publicité ou de dépôt partout où besoin sera et notamment pour effectuer toutes modifications ou inscriptions au Registre du commerce et des Sociétés et signer toute formule à cet effet, en ce y compris par voie dématérialisée avec signature électronique.

[...]

Pour extrait certifié conforme
Le secrétaire de séance



Catherine Ortolani

Bimpli

Société par actions simplifiée

110 Avenue de France,

75013 Paris

France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Bimpli

Société par actions simplifiée

110 Avenue de France,

75013 Paris

France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société Bimpli,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bimpli relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil de surveillance de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 10 mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 Charlotte Vandeputte

Charlotte VANDEPUTTE



COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Bilan du 31 décembre 2021

Note : La borne d'ouverture des états financiers 2021 est celle de Ecrinvest 26, société ayant absorbé par fusion au 31 décembre 2021 les entités Natixis Intertitres, Titres Cadeaux, AlterCE, Lakooz et par transmission universelle de patrimoine l'entité Jackpot-IO.

L'impact de ces opérations est détaillé aux chapitres 1.1 Evènements principaux de l'exercice et 2.1 Faits marquant le bilan au 31/12/2021.

BILAN - ACTIF					
(En euros)					
ACTIF	Référence notes principes comptables	31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. Dépréciat°	Net	
Capital souscrit non appelé					
ACTIF IMMOBILISE	NOTE 1				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		35 998 869	19 005 035	16 993 834	
Frais d'établissement					
Frais de développement		8 668 244	3 886 429	4 781 815	
Concessions, brevets et droits similaires		18 020 857	14 968 818	3 052 039	
Fonds commercial		745 377		745 377	
Autres immobilisations incorporelles		6 075	149 789	-143 714	
Immobilisations incorporelles en cours		1 884 252		1 884 252	
Avances et acomptes		6 674 065		6 674 065	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	NOTE 1	1 065 345	512 215	553 130	
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles		1 065 345	512 215	553 130	
Immobilisations corporelles en cours		0		0	
Avances et acomptes		0		0	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	NOTE 2	1 571 901	206 283	1 365 618	
Participations mises en équivalence					
Autres participations	NOTE 3	960 932	206 283	754 649	
Autres titres immobilisés					
Prêts		303 322		303 322	
Autres immobilisations financières		307 647		307 647	
TOTAL I		38 636 115	19 723 534	18 912 581	
ACTIF CIRCULANT					
STOCK ET EN COURS	NOTE 4	1 351 079		1 351 079	
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours productions de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises		1 351 079		1 351 079	
Avances et acomptes versés sur commandes		7 518 595		7 518 595	
CREANCES	NOTE 5	168 251 684	1 084 064	167 167 620	
Clients et comptes rattachés	NOTE 6	72 201 034	1 084 064	71 116 970	
Autres créances		96 050 650		96 050 650	
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités		919 447 954		919 447 954	22 341
Charges constatées d'avance	NOTE 7	1 218 826		1 218 826	
TOTAL II		1 097 788 139	1 084 064	1 096 704 075	22 341
TOTAL DE L'ACTIF.....		1 136 424 254	20 807 598	1 115 616 656	22 341

BILAN - PASSIF

(En euros)

PASSIF	Références notes principes comptables	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES			
Capital	NOTE 8	1 002 700	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		0	
Ecart de réévaluation			
RESERVES			
Réserve légale		-0	
Reserves statutaires ou contractuelles			
Reserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		-1 184 288	-13 238
Résultat en instance (en cours d'affectation)			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		6 852 987	-5 112
Subventions d'investissement		2 802	
Provisions réglementées			
TOTAL I	NOTE 9	6 674 201	18 651
PROVISIONS	NOTE 10		
Provisions pour risques		1 433 824	
Provisions pour charges		2 866 002	
TOTAL II		4 299 826	
DETTES	NOTE 5		
DETTES FINANCIERES			
Emprunts auprès d'établissements de crédit		556 577 521	
Concours bancaires courants			
Emprunts et dettes financières diverses		90 593	
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	NOTE 6	31 938 979	3 690
Dettes fiscales et sociales		12 125 218	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		989 178	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		478 113 391	
Produits constatés d'avance	NOTE 7	24 807 750	
TOTAL III		1 104 642 629	3 690
TOTAL DU PASSIF.....		1 115 616 656	22 341

Compte de résultat du 31 décembre 2021

COMPTE DE RESULTAT

(En euros)

RESULTAT	Référence notes principes comptables	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		86 279 498	
Ventes de marchandises		0	
Production vendue de biens		0	
Production vendue de services		70 096 202	
Production stockée			
Production immobilisée		5 390 945	
Subventions d'exploitation		0	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		167 508	
Autres produits		10 624 843	
CHARGES D'EXPLOITATION		74 964 977	5 112
Autres achats et charges externes		56 957 181	5 112
Impôts, Taxes et versements assimilés		736 324	
Salaires et traitements		8 816 684	
Charges sociales		5 898 623	
Dotations aux amortissements et dépréciations			
Dotations aux amortissements sur immobilisations		1 830 639	
Dotations aux provisions sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur actif circulant		8 167	
Dotations aux provisions pour risques et charges		504 656	
Autres charges		212 703	
RESULTAT D'EXPLOITATION		11 314 521	-5 112
PRODUITS FINANCIERS		2 103 807	
Produits financiers de participations			
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		2 103 807	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements			
CHARGES FINANCIERES		2 170 031	
Dotations financières aux amortissements et provisions		9 500	
Intérêts et charges assimilées		2 160 259	
Différences négatives de change		272	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
RESULTAT FINANCIER		-66 224	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT.....		11 248 297	-5 112
PRODUITS EXCEPTIONNELS		1 016 402	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opération en capital		0	
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 016 402	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 777 413	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 212 997	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		55 306	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		509 110	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-761 011	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		592 134	
Impôts sur les bénéfices	NOTE 12	3 042 165	
RESULTAT NET.....	NOTE 11	6 852 987	-5 112



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT ARRETES AU 31 DECEMBRE 2021

1. Faits caractéristiques de l'exercice

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Le total du bilan avant répartition de l'exercice s'établit à 1.115.616.656,06 euros.

Le compte de résultat de l'exercice présenté en liste, fait ressortir un chiffre d'affaires de 70.096.202,02 euros et un bénéfice net de 6.852.986,92 euros.

1.1 Evénements principaux

Dans le cadre de la réorganisation interne du pôle Paiements du groupe Natixis, et afin de rationaliser et de simplifier le groupe de sociétés détenues par la société Natixis Payment Holding (société par actions simplifiée identifiée sous le numéro 823 867 403 RCS Paris), les opérations suivantes ont été réalisées :

- **Acquisition des titres de Ecrinvest 26 par NPH** le 1er janvier 2021 ;
- **Achats de 100% des titres de JACKPOT-IO**, société par actions simplifiée au capital de 33.134 euros, dont le siège social est situé au 229 rue Solferino, 59000 Lille, identifiée au registre du commerce et des sociétés de Lille sous le n° 828 708 479 par Ecrinvest 26 le 15 février 2021 ;
- **Transmission universelle de patrimoine de Jackpot à Ecrinvest 26** au 31 décembre 2021 ; Cette TUP conduit à la comptabilisation, en fonds commercial, d'un mali de 745.377,08 € ;
- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Natixis Intertitres**, société anonyme au capital social de 380.800 euros, dont le siège social est situé 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris (France), identifiée sous le numéro unique d'identification 718 503 386 RCS Paris.

Natixis Intertitres et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de 9.171.275,00 € ;

- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Titres-Cadeaux**, société par actions simplifiée au capital social de 300.000 euros, dont le siège social est situé 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, identifiée sous le numéro unique d'identification 445 061 351 RCS Paris.

Titres-Cadeaux et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de 907.187,68 € ;

- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Alter CE**, société par actions simplifiée au capital social de 38.342,60 euros, dont le siège social est situé 119, rue de Paris, 92100 Boulogne-Billancourt, identifiée sous le numéro unique d'identification 505 006 767 RCS Nanterre.

Alter CE et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de -7.436.545,89 € ;

- **Fusion dans Ecrinvest 26 au 31 décembre 2021 (sans émission d'actions) de Lakooz**, société par actions simplifiée au capital social de 281.751 euros, dont le siège social est situé 35, rue de Rome, 75008 Paris, identifiée sous le numéro unique d'identification 533 303 400 RCS Paris.

Lakooz et Ecrinvest 26 sont détenues à 100% par NPH. Cette fusion conduit à une valeur nette comptable des éléments d'actifs et de passifs apportés de 46.344,33 €

- **Changement de dénomination de Ecrinvest 26 pour BIMPLI.**

Malgré l'épidémie de coronavirus et les mesures de confinement décidées par le gouvernement à compter du 17 mars 2020, la société s'est trouvée globalement peu impactée et a poursuivi son activité.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, correspondant au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires provenant des ventes de l'ensemble des produits est constaté à l'émission de la facturation du client.

Il est cependant à noter un changement de méthode pour la comptabilisation des abonnements à la plateforme AlterCE (Comitéo) :

Les principes suivants étaient appliqués pour la comptabilisation du chiffre d'affaires généré sur les abonnements plateforme :

- Dans les comptes sociaux : A la souscription d'un nouveau contrat, le chiffre d'affaires était comptabilisé dans un compte de prestation de services au titre de l'abonnement, ensuite il était retraité comme suit :
 - o Prise en résultat immédiate de 50% sur chiffre d'affaires afférent, représentant les frais de set up;
 - o Etalement linéaire du solde (soit 50% du montant du contrat) sur la durée de vie du contrat, en mouvementant des comptes de produits constatés d'avance.

Au renouvellement d'un contrat, le montant facturé est étalé sur la durée de du contrat, en utilisant un compte de produit constaté d'avance.

- Dans les comptes IFRS : La totalité du montant facturé est enregistrée de façon linéaire sur la durée de vie du contrat.

A ce jour, deux méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires sont acceptables :

- Linéariser le chiffre d'affaires sur la durée de vie du contrat ;
- Comptabiliser un pourcentage de chiffre d'affaires au début du contrat et le reste sur la durée résiduelle du contrat.

BIMPLI a aligné en 2021 le traitement comptable en normes françaises et IFRS ce qui permet de communiquer une information financière plus pertinente :

- BIMPLI adopte les méthodes comptables les plus généralement retenues dans le secteur d'activité concerné.
- BIMPLI harmonise les méthodes comptables retenues dans ses comptes individuels et les méthodes comptables retenues dans ses comptes consolidés (la réduction des divergences entre les principes retenus dans les comptes du groupe et dans les comptes individuels conduisant à une meilleure information) ;
- BIMPLI adapte ses méthodes comptables aux nouveaux modes de suivi interne de gestion de la performance ou du patrimoine mis en place afin de répondre à l'évolution de son activité.

Ce changement de méthode se traduit par la correction du stock de PCA au 01/01/2021 d'un montant de 5 531K€ en contrepartie du compte de report à nouveau.

1.3 Evènements postérieurs à la clôture

Fin février 2022, la Fédération de Russie a lancé une action militaire d'envergure en Ukraine. Alors que l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, la réaction occidentale a été forte. De manière concertée, l'Union européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres états ont adopté une série de sanctions inédites, prévoyant notamment le gel des avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe, l'exclusion de banques russes de SWIFT, de multiples groupes occidentaux annonçant par ailleurs leur désengagement de la Fédération de Russie.

Même si le sujet essentiel de l'énergie et du gaz naturel demeure pour l'instant hors champ des mesures prises de part et d'autre, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont annoncé leur intention d'interdire l'importation de pétrole et de gaz russe. Par ailleurs, de nouvelles mesures et sanctions économiques pourraient être adoptées, notamment par l'Union européenne et les Etats-Unis, et des mesures et sanctions économiques en représailles pourraient être adoptées par la Fédération de Russie. Ce conflit pourrait avoir des conséquences majeures sur l'économie russe mais aussi pour les économies occidentales et plus généralement sur l'économie mondiale. Le risque de défaut de paiement sur la dette russe, la montée de l'inflation et la perte de pouvoir d'achat pour la population en Russie sont conséquents. Une remise en cause des perspectives de croissance et une pression inflationniste accrue ne peuvent être écartées tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

Par ailleurs, un risque lié à des mesures d'expropriation que pourraient prendre les autorités russes vis-à-vis des sociétés étrangères, en représailles des sanctions occidentales, est évoqué.

Au 31 décembre 2021, la société BIMPLI ne détient aucune exposition sur des contreparties russes, ukrainiennes ou biélorusses.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Faits marquants

Tel que décrit au chapitre 1.1 ci-dessus, le bilan de BIMPLI au 31/12/2021 est issu :

- de la fusion à cette date dans Ecrinvest26 des entités Natixis Intertitres (NIT), Titres Cadeaux (TC), AlterCE et Lakooz,
- et de la transmission universelle de patrimoine (TUP) à cette même date de la société Jackpot-IO,

selon les dates d'effet comptable synthétisées ci-après :

Type d'opération	Fusion	Fusion	Fusion	Fusion	N/A	TUP
Entités	NIT	TC	AlterCE	Lakooz	E26	Jackpot
						
Date de réalisation	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2021	03/01/2021*	31/12/2021
Date d'effet comptable	01/01/2021	01/01/2021	31/12/2021	31/12/2021	N/A	31/12/2021
Date d'effet fiscal	01/01/2021	01/01/2021	31/12/2021	31/12/2021	N/A	01/01/2021
Intégration fiscale	Oui	Oui	Non	Non (sortie 01/01/2021)	Oui	Non

* Date d'acquisition

Ces opérations ont eu des effets sur :

- la Situation Nette de BIMPLI
- le Fonds Commercial de BIMPLI (mali de TUP)

Ces effets sont synthétisés ci-dessous :

EFFETS DE LA FUSION SUR LA SITUATION NETTE DE BIMPLI

BIMPLI	SITUATION NETTE AU 31/12/2020	SITUATION NETTE APPORTÉE LORS DE LA FUSION (*)	EFFETS DE LA TUP (Subv° equipt Jackpot)	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	AUGMENTATION DE CAPITAL	SITUATION NETTE AU 31/12/2021
ECRINVEST26=>BIMPLI	18 651	2 688 261	2 802	6 852 987	-3 854 200	965 700	6 674 201
Dont E26	18 651			-671 734		965 700	312 617
Dont Natixis Intertitres		9 171 275		3 378 501	-3 379 600		9 170 176
Dont Titres Cadeaux		907 188		4 146 219	-474 600		4 578 807
Dont AlterCE		-7 436 546					-7 436 546
Dont Lakooz		46 344					46 344
Dont Jackpot			2 802				2 802
TOTAL BIMPLI	18 651	2 688 261	2 802	6 852 987	-3 854 200	965 700	6 674 201

(*) SOCIETES FUSIONNEES	SITUATION NETTE AU 31/12/2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 (non-rétroactivité)	HARMONISATION RECONNAISSANCE REVENUS	SITUATION NETTE APPORTÉE LORS DE LA FUSION (*)
NATIXIS INTERTITRES	9 171 275			9 171 275
TITRES CADEAUX	907 188			907 188
ALTERCE	1 691 400	-3 596 605	-5 531 342	-7 436 546
LAKOOZ	2 370 351	-2 324 007		46 344
TOTAL SOCIETES FUSIONNEES	14 140 214	-5 920 612		2 688 261

EFFETS DE LA TUP JACKPOT SUR L'ACTIF DE BIMPLI

BIMPLI	SITUATION AU 31/12/2020	ACQUISITION DES TITRES JACKPOT	EFFETS DE LA TUP (**)	FONDS COMMERCIAL AU 31/12/2021
BIMPLI	0	900 000	-154 623	745 377
TOTAL BIMPLI	0	900 000	-154 623	745 377

(**) SITUATION NETTE DE JACKPOT	SITUATION NETTE AU 31/12/2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 (non-rétroactivité)	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	SUBV° EQUIPEMENT	EFFETS DE LA TUP
JACKPOT	130 378	80 062	-53 015	-2 802	154 623
TOTAL JACKPOT	130 378	80 062	-53 015	-2 802	154 623

2.2 Composition du capital social

Le capital social est fixé à 1.002.700 euros, divisé en 3.700 actions de 271 euros chacune, entièrement libérées.

2.3 Evaluation des immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les logiciels métiers créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui regroupe des dépenses de prestataires externes et des frais liés au personnel directement affecté à leur développement.

Pendant la phase de développement ces dépenses sont enregistrées au compte immobilisations en cours, elles sont transférées dans le compte d'immobilisations à amortir dès que le projet est mis en service.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation dans l'entreprise.

2.4 Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

2.5 Evaluation des amortissements

Pour amortir leurs immobilisations non décomposées, les entreprises doivent retenir, sur le plan comptable, leurs durées propres d'utilisation telles qu'elles sont déterminées par l'entreprise (PCG art. 214-13).

Bimpli détermine les taux et les durées d'amortissement en tenant compte, notamment :

- De l'obsolescence de certaines immobilisations ;
- Des caractéristiques propres à Bimpli reflétant l'utilisation réelle de l'immobilisation.

Pour Bimpli, les amortissements sont calculés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie probable des actifs concernés :

Nature immobilisations	Durées d'amortissement	Commentaires
Concessions et site internet	3 ans	
Logiciels et programmes informatiques	3 à 10 ans	
Matériel de bureau et informatique	3 ans	
Frais de développement de projets à usage interne	3 à 5 ans	5 ans pour les activités web de BIMPLI (édition d'une plateforme web) 3 ans pour les autres frais de développement de projets à usage interne
Mobilier	7 ans	
Logiciel et licence	3 à 7 ans	Licence : Amortissement sur 3 ans Logiciel développé en interne : Amortissement entre 3 à 7 ans en fonction des logiciels validé en comité.
Agencements installations	10 ans	

Le montant amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle. L'amortissement d'un actif commence à la date de début de consommation des avantages économiques qui lui sont attachés. Cette date correspond généralement à la mise en service de l'actif. (Art 214-12).

A la clôture de l'exercice, une dotation aux amortissements est comptabilisée conformément au plan d'amortissement pour chaque actif amortissable même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice (Art 214-11).

Les développements informatiques doivent être amortis dès qu'ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire lorsqu'ils sont en état de fonctionner conformément aux attentes de la direction (IAS 38.97). En pratique, cette date correspond à la date de clôture du projet, c'est-à-dire après l'achèvement de la période de garantie.

Cette durée d'amortissement est réexaminée au moins à la clôture de chaque exercice.

2.6 Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au prix auquel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres est estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

2.7 Dépréciation des titres immobilisés

Les titres immobilisés sont dépréciés par voie de provision pour tenir compte du cours moyen du dernier mois de l'exercice pour les titres cotés, et de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice pour les titres non-cotés.

2.8 Valorisation des stocks

Les stocks de Bimpli concernent uniquement les produits vendus sur la marketplace. Ils sont composés de billets, chèques cadeaux, coupons de réduction, bons d'achat d'enseignes, etc.

Ces stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition, sur la base d'inventaires mensuels (stock physique et stock dématérialisé), excluant les produits dégradés ou périmés. Il n'y a donc pas lieu de constater une dépréciation comptable de ces stocks.

2.9 Evaluation des créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession la valeur des titres est estimée selon la méthode FIFO.

2.11 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires pour éteindre l'obligation.

2.12 Evaluation des passifs sociaux

Les passifs sociaux comprennent les indemnités de fin de carrière (IFC) et les médailles du travail (MDT).

La méthode d'évaluation actuarielle utilisée pour l'ensemble des métiers de Natixis est celle recommandée par la norme IAS 19 avantage du personnel, à savoir la méthode des unités de crédit projetées.

L'application de cette méthode est basée sur l'étalement linéaire des droits entre l'entrée du bénéficiaire dans l'entreprise et le versement de la prestation.

Principales hypothèses retenues :

- Année de référence des salaires : 2021
- Taux annuel d'actualisation : 1,00% pour les IFC et 0,80% pour les MT
- Taux de croissance annuel des salaires : 2,68% pour l'ensemble des salariés.

2.13 Effectif moyen

	Entité fusionnée	Exercice 2021	Exercice 2020
Cadres	Natixis Intertitres		48,3
	Titres Cadeaux		14,8
	AlterCE		37,3
	Lakooz		22,2
	Jackpot		1,0
	BIMPLI	144,1	

	Entité fusionnée	Exercice 2021	Exercice 2020
Employés et Contrats de professionnalisation	Natixis Intertitres		64,4
	Titres Cadeaux		4,1
	AlterCE		114,8
	Lakooz		15,1
	Jackpot		0
	BIMPLI	196,8	

2.14 Rémunération des administrateurs

La rémunération allouée aux administrateurs au titre de leur présence au conseil d'administration (Natixis Intertitres) a été répartie entre les membres du conseil d'administration selon les règles de gouvernance en vigueur au sein du Groupe BPCE.

Il est précisé que les administrateurs ont perçu globalement la somme de 12.600€ (avant retenues fiscales) au titre de leur présence aux séances du conseil d'administration de Natixis Intertitres pour l'année 2021.

2.15 Honoraires des Commissaires Aux Comptes

Les honoraires de Commissaires Aux Comptes s'élèvent à 141.000 euros hors taxes pour l'exercice 2021.

3 Notes sur les postes de bilan

NOTE 1. ACTIF - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(En euros)

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Incorporelles	1 884 252	
Corporelles	0	
TOTAL IMMOBILISATIONS EN COURS	1 884 252	
Frais d'établissement		
Frais de développement	8 668 244	
Concessions, brevets et droits similaires	18 020 857	
Fonds commercial	745 377	
Autres immobilisations incorporelles	6 075	
Avances et acomptes	6 674 065	
Amort./ Immob. Incorporelles	-19 005 035	
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	15 109 582	
Terrains		
Constructions		
Installations techniques, matériel et outillage		
Autres immobilisations corporelles	1 065 345	
Avances et acomptes	0	
Amort./ Immob. Corporelles	-512 215	
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	553 130	

VARIATION DES VALEURS BRUTES	Valeurs brutes début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, créations, virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement			6 933 540
Frais de développement			20 344 104
Concessions, brevets et droits similaires			745 377
Fonds commercial			50 278
Autres immobilisations incorporelles			6 674 065
Avances et acomptes			3 608 193
Immobilisations en cours			
TOTAL immobilisations incorporelles :			38 355 555
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			1 120
Constructions			2 671 049
Installations techniques, matériel et outillage			
Autres immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			1 735 332
Immobilisations en cours			
TOTAL immobilisations corporelles :			4 407 501
TOTAL DES VALEURS BRUTES			42 763 056

VARIATION DES VALEURS BRUTES	Variations par virement poste à poste	Diminutions par cessions mises hors service	Valeurs brutes fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement			8 668 244	
Frais de développement	1 734 704		18 020 857	
Concessions, brevets et droits similaires	1 560 049	-3 883 296	745 377	
Fonds commercial			6 075	
Autres immobilisations incorporelles		-44 203	6 674 065	
Avances et acomptes			1 884 252	
Immobilisations en cours	-1 565 580	-158 360		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 729 172	-4 085 859	35 998 869	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage		-1 120	1 065 345	
Autres immobilisations corporelles		-1 605 704		
Avances et acomptes			0	
Immobilisations en cours	-1 734 704	-628		
TOTAL immobilisations corporelles :	-1 734 704	-1 607 452	1 065 345	
TOTAL DES VALEURS BRUTES	-5 532	-5 693 310	37 064 214	

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	Valeurs des amortissements début d'exercice	Diminutions par cessions mises hors service	Augmentations de l'exercice	Valeurs des amortissements fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement			3 886 429	3 886 429
Frais de développement			18 529 335	14 968 818
Concessions, brevets et droits similaires		-3 560 518		
Fonds commercial			330 751	149 789
Autres immobilisations incorporelles		-180 962		
Avances et acomptes				
Immobilisations en cours				
TOTAL immobilisations incorporelles :		-3 741 480	22 746 515	19 005 035
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage		-1 120	1 120	
Autres immobilisations corporelles		-1 510 782	2 022 998	512 215
Avances et acomptes				
Immobilisations en cours				
TOTAL immobilisations corporelles :		-1 511 902	2 024 118	512 215
TOTAL DES AMORTISSEMENTS		-5 253 382	24 770 632	19 517 251

NOTE 2. ACTIF - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(En euros)

VARIATION DES VALEURS BRUTES	Valeurs brutes début d'exercice	Cessions de l'exercice	Acquisitions, apport de l'exercice	Valeurs brutes fin d'exercice
Participations				
Autres participations			960 932	960 932
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts			303 322	303 322
Autres immobilisations financières		-15 860	323 507	307 647
TOTAL DES VALEURS BRUTES		-15 860	1 587 761	1 571 901

(En euros)

VARIATION DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Provisions début d'exercice	Diminutions de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Provisions fin d'exercice
Participations				
Autres participations			206 283	206 283
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES PROVISIONS			206 283	206 283

NOTE 3. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS
En C

A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations	Informations financières									
	Capital	Capitaux propres autres que le capital (*)	Quote part du capital détenu	Nb de titres détenus	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties et non remboursées	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos (*)	Résultat	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
					Brute	Nette				
Filiales (détenues à + de 50%)										
CHEQUE DE MESA Paseo de la Castellana 28048 Madrid	240 405	Non disponible à ce jour	100,00%	4 000	246 876	40 593		Non disponible à ce jour	Non disponible à ce jour	
Participations (détenues entre 10% et 50%)										
CONECS SAS 67, avenue du Maréchal Joffre 92000 Nanterre	2 500 000	532 831	25,00%	625 000	625 000	625 000		7 107 200	307 785	
CRT Services (ex SAS S.S.I.M) 155, avenue Gallieni 93170 Bagnolet	40 080	1 369 220	25,00%	501	19 056	19 056		7 489 070	176 474	
GIE CRCESU 155, avenue Gallieni 93170 Bagnolet	350 000	0	20,00%	70	70 000	70 000		2 461 071	0	

(*) Les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021 n'ayant pas été publié à ce jour, les données au 31/12/2020 sont indiquées ici

B - Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Informations financières									
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu		Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties et non remboursées	Chiffre d'affaires HT	Résultat	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
					Brute	Nette				
Filiales non reprises en A										
Françaises										
Etrangères										
Participations non reprises en A										
Françaises										
Etrangères										

NOTE 4. VARIATION DES STOCKS ET DES EN-COURS

RUBRIQUE	Au début de l'exercice	Fusion	Variation des stocks		A la fin de l'exercice
			Augmentations	Diminutions	
(En euros)					31/12/2021
VALEURS BRUTES				-15 187	1 351 079
Marchandises		1 366 266		-15 187	1 351 079
TOTAL BRUT				-15 187	1 351 079
PROVISIONS					0
Marchandises		0			0
TOTAL PROVISIONS					0

NOTE 5. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

ACTIF	Montant Brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
<i>(En euros)</i>		31/12/2021	
ACTIF IMMOBILISE	610 969	27 461	583 508
Prêts	303 322	27 461	275 861
Autres immobilisations financières	307 647		307 647
ACTIF CIRCULANT	178 340 184	177 084 874	1 255 311
Avances et acomptes versés sur commande	7 518 595	7 518 595	
Stocks et en-cours	1 351 079	1 351 079	
Clients douteux ou litigieux	1 263 798	8 488	1 255 311
Autres créances clients	70 937 235	70 937 235	
Personnel et comptes rattachés	30 679	30 679	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	107 525	107 525	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	4 661 907	4 661 907	
État - Autres impôts, taxes et versements afférents	111 602	111 602	
Groupe et associés	602	602	
Débiteurs divers	89 556 856	89 556 856	
Compte d'attente	1 581 480	1 581 480	
Charges constatées d'avance	1 218 826	1 218 826	
TOTAL ACTIF	178 951 153	177 112 335	1 838 819

PASSIF	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
DETTES FINANCIERES	556 668 114	556 234 731	433 382	
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires convertibles				
Auprès des établissements de crédit :	556 577 521	556 217 521	360 000	
- à 1 an maximum à l'origine	555 947 521	555 947 521		
- à plus d'1 an à l'origine	630 000	270 000	360 000	
Emprunts et dettes financières divers	90 593	17 210	73 382	
DETTES D'EXPLOITATION	547 974 515	547 974 515		
Fournisseurs et comptes rattachés	31 938 979	31 938 979		
Personnel et comptes rattachés	3 538 361	3 538 361		
Sécurité sociale et autres organismes	1 730 880	1 730 880		
Impôts sur les bénéfices	1 148 284	1 148 284		
Taxe sur la valeur ajoutée	5 549 368	5 549 368		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	158 325	158 325		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	2 295 679	2 295 679		
Autres dettes	476 806 889	476 806 889		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	24 807 750	24 807 750		
TOTAL PASSIF	1 104 642 629	1 104 209 247	433 382	

NOTE 6. PRODUITS A RECEVOIR / CHARGES A PAYER

PRODUITS A RECEVOIR	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	2 995 494
ORGANISM. SOC. PROD A RECEVOIR (dont IJSS)	31 121
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	3 026 615
CHARGES A PAYER	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES	25 825 909
PROV INTERESSEMENT A PAYER	932 256
PROV. PARTICIPATION	661 648
PROV. CONGES PAYES BRUT	1 161 682
PROV. CONGES PAYES CHARGES SOCIALES	564 347
PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER	321 353
PROV PRIMES GRATIF BRUT	284 649
PROV. RTT BRUT	161 261
ORGANISM. SOC. AUTRES CHARG A PAYER	143 325
PROV. PRIMES GRATIF CHARGES SOCIALES	126 203
PROV. RTT CHARGES SOCIALES	88 775
ETAT - CVAE	64 402
ETAT - CHARGES A PAYER	51 989
EFFORT A LA CONSTRUCTION	27 461
TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER	15 093
PROV. FORFAIT SOCIAL PARTICIPATION	14 967
FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE A PAYER	9 491
ETAT - CET	3 569
INTERETS COURUS PARTICIPATION SALARIES	1 607
INTERETS COURUS EMPRUNTS	208
TOTAL CHARGES A PAYER	30 460 194

NOTE 7. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
Charges d'exploitation constatées d'avance (factures fournisseurs) Charges financières Charges exceptionnelles	1 218 826
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 218 826
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Montant Brut
<i>(En euros)</i>	
Produits d'exploitation constatés d'avance (CA sur contrats pluri-annuels) Produits d'exploitation constatés d'avance (Cartes-Cadeaux non encore consommées) Produits financiers Produits exceptionnels	16 132 628 8 675 121
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	24 807 750

NOTE 8. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

CATEGORIE DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
<i>(En euros)</i>		
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	3 700	10,00
Détenues par :		
Natixis	3 699	10,00
Cyril Schwartz	1	10,00
2 - Mouvements d'Actions ou parts sociales pendant l'exercice	0	10,00
Détenues par :		
Natixis	-3 699	10,00
Cyril Schwartz	-1	10,00
NATIXIS PAYMENT HOLDING	3 700	10,00
3 - Augmentation du nominal pendant l'exercice	3 700	261,00
Détenues par :		
NATIXIS PAYMENT HOLDING	3 700	261,00
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	3 700	271,00
Détenues par :		
NATIXIS PAYMENT HOLDING	3 700	271,00

NOTE 9. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Situation début d'exercice	Affectation du résultat			Effet de la fusion + TUP	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	Situation fin d'exercice
		Report à nouveau	Réserve légale	Dividendes				
(En euros)								
Capital	37 000					965 700		1 002 700
Primes d'émission, fusion, apport								
Réserve légale								
Autres réserves								
Report à nouveau	-13 238	-5 112		-3 854 200	2 688 261			-1 184 288
Subventions d'investissement					2 802			2 802
Total Capitaux propres	23 762	-5 112		-3 854 200	2 691 063	965 700		-178 786
Résultat	-5 112	5 112					6 852 987	6 852 987
Capitaux propres avant affectation	18 651			-3 854 200	2 691 063	965 700	6 852 987	6 674 201

NOTE 10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(En euros)					
Rubrique	Montant début d'exercice	Effet de la fusion + TUP	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Rubrique	Montant début d'exercice	Effet de la fusion + TUP	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges prudhommaux		195 587	192 822	-212 159	176 250
Provisions pour litiges commerciaux					
Provisions pour pensions et obligations		737 073	390 978	-46 415	1 081 636
Provisions pour médaille du travail		506 552	454 985	-3 704	957 834
Provisions pour charges de personnel (CET)		519 643	275 611		795 254
Provisions pour impôts		1 710 731		-1 710 731	
Autres prov. pour risques et charges		1 801 480	503 775	-1 016 402	1 288 853
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		5 471 066	1 818 171	-2 989 411	4 299 826
Rubrique	Montant début d'exercice	Effet de la fusion + TUP	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Prov. sur immo. titres de participation		196 782	9 501		206 283
Provisions sur stocks et en cours					
Provisions sur comptes clients		908 925	175 139		1 084 064
Autres provisions pour dépréciation					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		1 105 707	184 640		1 290 347
TOTAL PROVISIONS		6 576 773	2 002 810	-2 989 411	5 590 173

La provision pour charges exceptionnelles indiquée en « autres provisions pour risques et charges » est destinée à couvrir le risque financier représenté par des vols de titres survenus en 2021. Elle représente 70% de la valeur faciale des titres compte tenu des taux normalement observés de présentation des titres volés.

4 Éléments concernant les entreprises liées et les participations

Les montants, issus du système de consolidation statutaire du Groupe, sont exprimés arrondis au millier d'euros.

Postes du bilan et du résultat	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
BILAN ACTIF		
Participations	961 000	
Provision pour dépréciation des titres	206 000	
Prêts		
Créances clients et comptes rattachés	181 000	8 000
Autres débiteurs divers		
Disponibilités	913 230 000	
BILAN PASSIF		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 986 000	879 000
Dettes financières	501 268 000	
Dettes d'intégration fiscale	1 148 000	
Autres dettes	8 180 000	32 000
RESULTAT - PRODUITS		
Production vendue de services	815 000	1 940 000
Produits financiers	186 000	
RESULTAT - CHARGES		
Autres achats et charges externes	8 678 000	5 036 000
Charges financières	586 000	7 000

5 Complément d'informations sur le compte de résultat

NOTE 11. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

(En euros)

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité	31/12/2021	31/12/2020
Emission de Titres restaurant / CESU / CIS	60 722 613	
Emission de Titres cadeaux	9 373 589	
Total	70 096 202	

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur géographique	31/12/2021	31/12/2020
France	69 125 098	
Outremer	805 899	
CEE/Export	165 205	
Total	70 096 202	

Production immobilisée	31/12/2021	31/12/2020
Charges informatiques	5 390 945	
Total	5 390 945	

Autres produits d'exploitation	31/12/2021	31/12/2020
Produits générés par les titres perdus, périmés - Activité Titres Restaurant	2 103 739	
Produits générés par les titres perdus, périmés - Activité Titres Cadeaux	4 018 487	
Produits générés par les frais d'inactivité - Activité Titres Cadeaux	4 432 374	
Autres produits divers de gestion	70 243	
Transferts de charges - avantages en nature	161 974	
Transferts de charges - divers	1 609	
Reprises de provisions d'exploitation	3 925	
Total	10 792 351	

Autres achats et charges externes	31/12/2021	31/12/2020
Frais de gestion des commandes et expéditions	8 668 824	
Frais de traitement des titres	7 791 868	
Sous-traitance informatique	7 936 177	
Rétrocession commissions apporteurs d'affaires	6 828 341	
Coût de production des titres	4 896 024	
Frais d'exploitation informatique/téléphonique Groupe	3 517 774	
Remises sur ventes	3 191 317	
Frais d'honoraires et de conseils	3 062 729	
Prestations de services hors informatique	2 512 616	
Prestations Groupe (frais de siège)	2 476 001	
Communication et publicité	1 849 383	
Charges locatives	1 400 306	
Frais de call center	1 078 670	
Personnel mis à disposition par le Groupe	560 278	
Moyens logistiques	419 126	
Frais de déplacement	370 163	
Honoraires Commissaires aux Comptes	172 302	2 480
Frais de destruction des titres	140 500	
Frais de formation	127 314	
Autres produits et charges	-42 532	2 632
Total	56 957 181	5 112

Produits et charges exceptionnels	31/12/2021	31/12/2020
Charges exceptionnelles :	1 777 413	
Pertes sur fraudes et vols de titres	1 188 387	
Dotations provisions exceptionnelles pour pertes sur fraudes/vols de titres	509 110	
Valeur nette des actifs cédés	55 306	
Pénalités et amendes	11 632	
Dons et libéralités	6 810	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 168	
Produits exceptionnels :	1 016 402	
Reprises de provisions exceptionnelles pour pertes sur fraudes/vols de titres	1 016 402	
Total Résultat exceptionnel	-761 011	

NOTE 12. IMPOT COURANT ET DIFFERE

(En euros)

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Base d'imposition	Impôt
Résultat courant	9 895 152	3 289 148
Résultat exceptionnel (hors participation)	-761 011	-246 983
Résultat comptable (hors participation)	9 373 589	3 042 165
Résultat fiscal	11 255 585	3 042 165

Accroissements et allègements dette future d'impôt	Base d'imposition	Impôt à 26,5%
Allègements :		
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation		
Engagements de retraite	133 349	-35 338
Participation des salariés	478 314	-126 753
Provision pour parts variables	1 279 355	-339 029
Provision pour contribution au Schéma Directeur Immobilier Natixis	51 500	-13 648
Provision pour dépréciation des titres MESA	9 500	-2 518
Accroissements :		
Non applicable		
Total	1 952 019	-517 285